



MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

passé selon une procédure adaptée conformément aux L. 2123-1 et R. 2123-1, R. 2123-4 du Code de la commande publique

**ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(AE-CCP)**

OPERATION : Restauration du clos et couvert du Magot Historique (Bâtiments 12 et 13), de la Cité de la céramique de Sèvres (92310)

OBJET DU MARCHE : Fourniture et pose de mobilier provisoire

TITULAIRE :

N° de Marché :

Date : **(à préciser)**

SOMMAIRE

Acte d'engagement	
Acte d'engagement	3
Article 1 – Objet du marché	9
Article 2 – Intervenants	9
Article 3 – Pièces constitutives du marché	9
Article 4 - Sous-traitance	10
Article 5 – Montant du marché	11
Article 6 – Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement	12
Article 7 – Durée de la mission – pénalités	13
7-1 – durée de la mission	13
7-2 – pénalités	13
Article 8 – Retenue de garantie	13
Article 9 – Cession de créance	14
Article 10 – Achèvement de la mission	15
Article 11 – Différends et litiges	15
Article 12 – Assurances	15
Article 13 – Déclaration	16
Article 14 - Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles	16
Article 15 : Dérogations	17
ANNEXE 1 – ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE	22
ANNEXE 2 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS	23
Article 1 - Présentation du projet et du contexte	23
1-Présentation générale des enjeux	23
2- présentation des collections concernées	23
3- locaux de destinations des prestations	23
Article 2 - Contenu et descriptif du marché	24
1-Cadre général	24

2-Etendue des prestations	24
3-sujétions incluses dans le prix forfaitaire	25
4-documents de référence	25
<i>Article 3 - Durée, période de préparation et condition d'exécution des prestations</i>	26
<i>Article 4 - Détails des prestations et spécifications techniques</i>	29
1-Conception et documents d'exécution	29
2-Réalisation /production	30
<i>Article 5. Descriptif des mobiliers attendus</i>	34
5.1 Rayonnages mi-lourds (ml) 5 niveaux	34
5.2 Etiquettes pour rayonnages mi-lourds (ml)	35
5.3 Rack a palettes (rp) 3 niveaux	35
<i>Article 6 Attendus au stade des offres</i>	36
1.Une note méthodologique décrivant :	36
2. la dpgf/dqe renseignée	37
3. l'AE renseigné	37
<i>ANNEXE 3 - DPGF OU DEVIS</i>	38

ACTE D'ENGAGEMENT

A remplir par le candidat, ENTREPRISE UNIQUE

CONTRACTANT :

La société (**à préciser nom**)

dont le siège social est à (**à préciser**),

Représentée par (**à préciser**),

Numéro SIRET : (**à préciser**),

Numéro RCS : (**à préciser**),

Code NAF (anciennement APE) : (**à préciser**),

TVA intracommunautaire : (**à préciser**),

Téléphone : (**à préciser**),

Courriel : (**à préciser**),

désigné ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché ou de l'accord-cadre suivantes,

☐ du présent AE-CCP

☐ CCAG fournitures courantes services

☐ CCTP

☐ DPGF

et conformément à leurs clauses, engage la société sur la base de son offre à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Le candidat déclare sur l'honneur :

- 1) N'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 et suivants du Code de la commande publique.

2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le délai de validité de mon offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

A remplir par les contractants du GROUPEMENT D'ENTREPRISES SOLIDAIRE

CONTRACTANT :

Le groupement d'entreprises solidaire

1^{er} co-contractant - MANDATAIRE

La société **(à préciser)** dont le siège social est à **(à préciser)**

Représentée par **(à préciser)**

Numéro SIRET : **(à préciser)**

Numéro RCS : **(à préciser)**

Code NAF (anciennement APE) : **(à préciser)**

TVA intracommunautaire : **(à préciser)**

Téléphone : **(à préciser)**

Courriel : **(à préciser)**

2^{ème} co-contractant

La société **(à préciser)** dont le siège social est à **(à préciser)**

Représentée par **(à préciser)**

Numéro SIRET : **(à préciser)**

Numéro RCS : **(à préciser)**

Code NAF (anciennement APE) : **(à préciser)**

TVA intracommunautaire : **(à préciser)**

Téléphone : **(à préciser)**

Courriel : **(à préciser)**

désignés ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché ou de l'accord-cadre suivantes,

☐ du présent AE CCP

☐ CCAG fournitures courantes services, dernière version en vigueur

☐ DPGF

et conformément à leurs clauses, engage l'ensemble des membres du groupement sur la base de l'offre du groupement à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 et suivants du Code de la commande publique.
- 2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le délai de validité de notre offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

L'entreprise est le mandataire des entrepreneurs du groupement titulaire solidaire.

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Article 1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'achat de fourniture et de pose de mobiliers de stockage provisoire destinés à abriter les collections de moules qui doivent être déplacés de façon transitoire dans le cadre de l'opération de Restauration du clos et couvert du Magot Historique (Bâtiments 12 et 13).

Le contenu détaillé des prestations est indiqué à **l'annexe 2** du présent marché.

Article 2 – Intervenants

Le maître d'ouvrage est l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) – 30 rue du château des rentiers – CS61336 – 75647 Paris cedex 13 par convention annuelle de programmation du 30/05/2023.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur ».

JUSTIFICATION DE LA QUALITE DE LA PERSONNE SIGNATAIRE AU NOM DE L'OPPIC :

Décret du 24 mai 2023 portant nomination du Président

Comptable assignataire des paiements : Mme l'Agent comptable de l'OPPIC

Ordonnateur : Le président de l'OPPIC

Le suivi opérationnel de ce marché est réalisé par le service utilisateur de la cité de la céramique (DCP), dont le nom de la personne référente sera précisé à la notification du marché.

La société ASK, AMO de la cité de la céramique, représentée par Stéphanie Likes, aura la charge de la coordination des différentes opérations liées à ce déménagement des collections.

Article 3 – Pièces constitutives du marché

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- le présent document faisant office d'acte d'engagement et de cahier des clauses particulières et ses annexes :

Annexe 1 – acte de sous-traitance

Annexe 2 – descriptif des prestations

Annexe 3 – plan dwg du bâtiment 18 de la cité de la céramique de Sèvres

Annexe 4 – schémas d'implantation

Annexe 5- présentation ChorusPro

Annexe 6- Système informatique de gestion financière

- Les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (**DPGF**) ou devis

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), **approuvé arrêté du 30 mars 2021**

Article 4 - Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants) et les articles R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12 du Code de la commande publique sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des du titulaire.

A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra récuser le sous-traitant proposé.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le représentant du pouvoir adjudicateur exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Directive pour la rédaction de cette clause

- Cette clause est obligatoire (prendre a ou b, EN RAYANT LA MENTION INUTILE)

- le montant correspondant à la différence entre le montant du marché et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées, doit toujours être indiqué.

a) Je n'envisage pas de sous-traiter.

b) Cas d'un titulaire unique : l'annexe n° 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) céder ou présenter en nantissement.

c) Cas d'un groupement titulaire : l'annexe 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

L'annexe n°1 au présent marché constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à cette annexe est de :

EURO HT.

Article 5 – Montant du marché

Sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de **(à préciser)** – mois m0 -, le montant des prestations est de : (montant en euros, en chiffres et en lettres) :

Montant en euros : **(à préciser)**.

HT : **(à préciser)**.

TVA : **(à préciser)**.

TTC : **(à préciser)**.

Soit en toutes lettres et hors taxes :

La décomposition de ces prix figure **en annexe 3** au présent document.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à l'article 5 du présent document.

Les prix sont fermes.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 la facturation électronique est obligatoire pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Par dérogation aux dispositions aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCGA-Travaux, la gestion des décomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS dans les conditions fixées à **l'annexe n° 06** du présent CCAP Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable.

Pour permettre le versement automatique des décomptes de EDIFLEX vers Chorus ainsi que leur paiement, le titulaire doit renseigner son login et le mot de passe du compte technique CHORUS dans EDIFLEX ainsi que ceux des sous-traitants du marchés qu'il s'engage à récupérer lors de la déclaration des sous-traitants (DC4). **L'annexe n° 07** au CCAP précise les modalités d'utilisation de l'interface entre EDIFLEX et CHORUS.

Selon l'article R. 2192-12 du Code de la commande publique, la date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

Le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, à l'établissement bancaire suivant :

INSERER RIB ICI

Toutefois, en application de l'article L. 2193-11 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros.

Article 7 – Durée de la mission – pénalités

7-1 – durée de la mission

Le délai d'exécution du présent marché est de 6 mois à compter de sa notification.

7-2 – pénalités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-FCS, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Article 8 – Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

Article 9 – Cession de créance

A) Titulaire unique ou groupement titulaire avec paiement sur compte unique

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourra céder est deen hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total du marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

- en euros HT :

.....
.....
.....

Conformément à l'article R. 2191-54 du Code de la commande publique et aux articles L 313-23 à L 313-29 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable de l'OPPIC.

B) Groupement titulaire – Paiement sur comptes bancaires séparés

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Le montant maximal de la créance que le groupement titulaire pourra céder est de en hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total du marché diminué de la sous-traitance envisagée):

- 1^{er} cotraitant – Mandataire

en euros HT :

.....

.....
.....
- 2^{ème} cotraitant

en euros HT :
.....
.....

Conformément à l'article R. 2191-54 du Code de la commande publique et aux articles L 313-23 à L 313-29 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable de l'OPPIC.

Article 10 – Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles **27 à 30** du CCAG-FCS et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Le délai de garantie court à compter de cette date.

Article 11 – Différends et litiges

Le tribunal administratif compétent est celui de **Cergy** pour tous différends et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

Article 12 – Assurances

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles ainsi que décennales. Il remettra au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché l'attestation où devront figurer :

- les sommes assurées,
- les franchises,
- les taux des primes.

Article 13 – Déclaration

Par la signature du présent document, après avoir pris connaissance des documents qui y sont mentionnés et après avoir établi la déclaration prévue à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :

Affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs et frais et risques ou aux torts exclusifs et frais et risques de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

Article 14 – Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le Titulaire peut s'adresser à la cheffe du service des ressources humaines et des moyens généraux, Déléguée de la Protection des Données de l'OPPIC.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

Article 15 : Dérogations

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.

Le titulaire

Est acceptée la présente offre

A **(lieu à préciser)** le, **(date à préciser)**

	PARTIE RÉSERVÉE A L'ADMINISTRATION
--	---

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement et cahier des clauses particulières.

Le présent document comporte les annexes énumérées ci-après :

Annexe 1 – acte de sous-traitance

Annexe 2 – descriptif des prestations

Annexe 3 – plan dwg du bâtiment 18 de la cité de la céramique de Sèvres

Annexe 4 – schémas d'implantation

Annexe 5- présentation ChorusPro

Annexe 6- Système informatique de gestion financière

A Paris, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

	NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE
--	--

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie du marché au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise contre récépissé. Dans ce dernier cas, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification une copie du présent marché.

A _____, le

Signature du titulaire

MISE AU POINT

A l'occasion de la mise au point du marché public, les modifications ci-dessous sont apportées aux stipulations contenues dans les pièces constitutives du marché public.

Nature du document concerné et numéro de l'article modifié ¹	Nature de la modification apportée ²

Signature de la mise au point.

Signature du candidat retenu :

Nom, prénom et qualité
du signataire (*)

A _____, le

¹ Exemple : CCTP article 3.

² Exemple : « la deuxième phrase est remplacée par ».

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

A _____, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

ANNEXE 1 – ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE

ANNEXE 2 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS

Article 1 - Présentation du projet et du contexte

1-Présentation générale des enjeux

Le présent marché a pour objet l'acquisition, la livraison et le montage des mobiliers de stockages destinés à abriter les collections de moules qui doivent être déplacés de façon transitoire dans le cadre de l'opération de Restauration du clos et couvert du Magot Historique (Bâtiments 12 et 13).

Ces moules seront déplacés vers des sites de stockage transitoires, afin de permettre la réalisation de travaux de clos et couverts sur les bâtiments de stockage actuels (bâtiments 12 et 13). Les œuvres concernées et destinées à être rangées dans les mobiliers du présent marché sont gérées par le Département de la création et de la production (ci-après désignée la « Manufacture »).

Les conditions de déménagement et de réorganisation des collections de moules et modèles de la Manufacture (Département de la création et de la production) sont dépendantes des travaux de rénovation du Magot historique (bât 12 et 13).

2- présentation des collections concernées

La collection des moules en plâtre de la manufacture de Sèvres est une collection d'usage pour des tirages en plâtre ou en céramique. Les moules sont composés de sous pièces mobiles maintenues par deux types de coques emboîtées par tenon mortaise ou posées les unes sur les autres sans clés. D'autres sont simplement en une pièce (médaillons par exemple).

Elles seront redéployées à nu dans les étagères des mobiliers ou en caisse selon les cas décrits ci-après.

3- locaux de destinations des prestations

Adresse du chantier : 4 Grande Rue, 92310 Sèvres et G21 Rungis

Les locaux de destinations seront livrés vides de tout matériel et l'entreprise pourra stocker son matériel dans les espaces libres de réserve.

Les installations de chauffage, d'éclairage, de DI étant en place, l'entreprise prendra soin de ne pas endommager les installations existantes.

Un constat à l'amiable, sur la base d'un relevé photographique, notera l'état initial avant l'intervention.

Article 2 - Contenu et descriptif du marché

1-Cadre général

Le présent marché porte sur la fourniture, installation et les réglages d'équipements mobiliers neufs destinés à recevoir les moules.

Deux lieux de stockage sont définis.

Décomposition de la prestation :

- 1- Fourniture et installation des mobiliers dans le Bâtiment 18 sur le site de la Cité de la Céramique
 - La livraison se fera mi-octobre. L'installation doit être finalisée mi-novembre 2025.
 - Fourniture des accessoires liés à ces mobiliers et leur installation à prévoir dans ce même délai.
- 2- Fourniture et installation des mobiliers dans la zone des réserves G21 à Rungis
 - La livraison se fera mi-octobre. L'installation doit être finalisée mi-novembre 2025.
 - Fourniture des accessoires liés à ces mobiliers et leur installation à prévoir dans ce même délai.

2-Etendue des prestations

Les prestations prévues concernent la fourniture et la mise en œuvre des mobiliers et matériels de manutention et comprennent également :

- Le repérage et relevé des lieux d'implantation,
- Les études, calculs et plans d'exécution et d'implantation,
- La reconnaissance et la réception des supports verticaux et horizontaux de l'existant ou des autres corps d'états,
- L'amenée des matériaux et matériel à pied d'œuvre,

- La fourniture en temps utile des renseignements techniques avec dessins et croquis de détail à l'appui nécessaires à la coordination des travaux et à la préparation de la fabrication et pose
- La fourniture et la mise en place, si nécessaire d'échafaudages ou de barrière de sécurité,
- Les raccordements électriques et leurs protections nécessaires au bon fonctionnement de la mise en œuvre des ouvrages
- La façon de tout profils ou pièces nécessaire à la bonne finition de l'ouvrage,
- Les platines d'ancrage, les goussets, les boulonnages, et les assemblages par soudure,
- Les calages, découpes et grugeages,
- Les protections temporaires jusqu'à la réception de l'ensemble du chantier,
- Le nettoyage soigné en fin de chantier, l'évacuation des déchets gravois et emballages
- Le repli du matériel en fin de travaux,
- La protection des ouvrages existants avant réception.
- La garantie des ouvrages et le SAV

3-sujétions incluses dans le prix forfaitaire

Le prix forfaitaire comprendra toutes les sujétions qui pourraient se présenter à savoir :

- L'implantation et/ou le traçage du développé des ouvrages,
- Les contraintes liées aux divers renforts pour accroches et/ou grande hauteur,
- La façon et présentation d'échantillons, à la demande du Maître d'ouvrage

4-documents de référence

L'ensemble des ouvrages sera conçu pour satisfaire aux impératifs des documents à caractère officiel en vigueur à la date de remise des offres : Lois, décrets, réglementations, normes et documents techniques divers, en particulier :

- Les règles générales de la construction, la réglementation incendie, et le Code du Travail. Pour la serrurerie
- Les DTU suivants : DTU 36.1/37.1, 37.1 39.1, 39.4, DTU 55.3 / 55.4
- NF P01-012 / NF P01-013 : Systèmes de sécurité (stabilité, résistance aux efforts, basculement).
- Les normes françaises : Norme NF A 49.000 : « tubes en acier - conditions générales de livraison ».

- Galvanisation à chaud selon EN ISO 1461
- Norme NF A 49.700 : Tubes en acier - galvanisation à chaud - spécifications du revêtement des tubes »
- NF P22-410 (mobilier métallique) : exigences en termes de résistance mécanique, sécurité d'usage, stabilité.
- NF D65-760 à D65-764 : normes spécifiques aux meubles métalliques de stockage
- Norme européenne FEM 10.2.02.

Cette liste n'est pas limitative.

Article 3 - Durée, période de préparation et condition d'exécution des prestations

DELAIS

Les contraintes calendaires des opérations globales nécessitent que les espaces soient équipés au plus tard mi-novembre 2025.

REUNIONS

Il est prévu au minimum les réunions de chantier suivantes :

- 1 au démarrage de la mission
- 1 échange pour validation EXE (visio)
- 1 réunion sur place en début de chantier
- 1 réunion sur place à la réception
- 1 à la levée de réserves.

RESPECT DU REGLEMENT INTERIEUR ET PLAN DE PREVENTION

Les bâtiments concernés soumis à la réglementation du code du travail.

Le titulaire s'engage à participer à la rédaction d'un plan de prévention établi par le chargé de prévention du site de la cité de la céramique et un représentant de la MOA.

Afin d'élaborer ce plan de prévention, une inspection préalable avec un représentant des utilisateurs de la Cité de la céramique, est obligatoire.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés des dispositions retenues. En cas de prestations dont les risques n'auraient pas été évalués dans le plan de prévention initial, une nouvelle inspection préalable commune sera initiée par le MOA. Le titulaire s'engage également à ce que ses agents disposent d'une habilitation, autorisation, aptitude et/ou des certificats nécessaires à l'exécution des prestations demandées, des certificats de contrôle et vérifications périodiques des matériels, et, le cas échéant, à fournir lesdits documents sur demande.

Les opérations ne peuvent en aucun cas débuter avant la signature du plan de prévention.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par des personnels qualifiés avec du matériel conforme à la réglementation en vigueur.

Pendant leur intervention, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité de l'établissement.

SINISTRE

Le titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance responsabilité civile professionnelle à l'égard des tiers et des personnels en cas d'accident ou de dommages causés dans l'exécution de ses prestations, au moyen d'une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la garantie, auprès de compagnies d'assurances notoirement connues ou solvables

En cas de sinistre, le titulaire s'engage à avertir immédiatement le représentant de la MOA et à lui confirmer sa déclaration par écrit dans les 24 heures par courrier recommandé avec accusé de réception.

CONDITIONS D'ACCES ET HORAIRES DE REALISATION DES PRESTATIONS

Tous les travaux, y compris cette phase d'aménagement, se déroulent en site occupé avec la continuité de l'exploitation. Les agents continuent à travailler sur site. Aussi, tout sera mis en œuvre par le titulaire pour limiter les nuisances : bruits, poussières, odeurs, etc.

Les heures ouvrables pour les prestations sont comprises entre 8h30 et 17h.

Une journée de prestation, telle que mentionnée, correspond à 7 heures sur site, hors pause, et temps d'approche, pendant les heures ouvrables.

Le personnel du titulaire est soumis au respect des règles et aux procédures spécifiques aux lieux, en particulier aux règles d'accès, de sécurité et de circulation. Le titulaire s'engage à fournir les noms des personnes intervenantes et l'immatriculation des véhicules au moins 48 heures avant les opérations afin que les équipes de la cité de la céramique fassent le nécessaire pour faciliter l'accès du titulaire sur le site.

INTERVENANTS OPERATIONNELS

Le suivi opérationnel de ce marché est réalisé par le service utilisateur de la cité de la céramique (DCP), dont le nom de la personne référente sera précisé à la notification du marché.

La société ASK, AMO de la cité de la céramique, représentée par Stéphanie Likes, aura la charge de la coordination des différentes opérations liées à ce déménagement des collections.

EQUIPE ET PERSONNES RÉFÉRENTES DU TITULAIRE

Le remplacement en cours d'exécution d'un membre de l'équipe doit faire l'objet d'une validation par courriel de la part du maître d'ouvrage (OPPIC). Le titulaire communique par voie de courriel au maître d'ouvrage les nom, prénom et curriculum vitae de son remplaçant. Le remplaçant est considéré comme définitivement accepté, si le maître d'ouvrage ne le récuse pas dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du curriculum vitae. Dans le cas contraire, le titulaire dispose de deux (2) jours pour proposer un autre remplaçant et en informer la personne publique.

- Le chef de projet

Le candidat désigne dans son offre la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Cette personne appelée « chef du projet », dont le curriculum vitae est indiqué dans le mémoire technique du candidat, sera l'interlocuteur unique de la personne référente du service utilisateur et assurera l'organisation et le suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le chef de projet assure le suivi et la gestion du marché et coordonne toutes les interventions pour le titulaire.

Cette personne est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le titulaire.

- Le chef d'équipe (peut être identique au chef de projet)

Le candidat désigne dans son offre le chef d'équipe (pouvant être identique au chef de projet) qui sera amené à diriger les opérations en présentiel sur les différents lieux. Le curriculum vitae du chef d'équipe susceptible d'intervenir est indiqué dans le mémoire technique. Le chef d'équipe assurera, sur le terrain, la gestion de l'équipe mise à sa disposition pour mener à bien les opérations. Le candidat désignera également un suppléant au chef d'équipe, dont le curriculum vitae est indiqué dans le mémoire technique, qui assurera les mêmes fonctions que le chef d'équipe en cas d'absence ou d'indisponibilité de celui-ci.

Le chef d'équipe coordonne les membres de son équipe, veille à ce que les opérations soient menées conformément à son marché et propose des solutions face à des situations inattendues.

RESPECT DES CONDITIONS DE CONSERVATION DES COLLECTIONS

Tous les ouvrages devront répondre aux exigences liées à la conservation des collections qu'il s'agisse de la rigidité, solidité des structures, planéité des revêtements innocuité, neutralité et compatibilité des matériaux. Les matériaux et finitions seront conformes aux règles de conservation préventive, notamment celles concernant les dégagements nocifs. Dans cette optique il sera notamment demandé le recours à des peintures de type époxy cuite au four sans solvant ou acier galvanisé traitement anticorrosion et l'utilisation de colles dénuées de charges solvantées.

Matériaux compatibles avec les collections :

Acier galvanisé à chaud, avec ou sans peinture poudre polyester cuite au four (sans COV)

Pas de bois brut ni de composites non testés (risques de COV et d'acidité)

Tous les matériaux en contact avec les objets doivent être : Non acides (test d'Oddy recommandé)

Sans émissions de formaldéhyde ni COV (ISO 16000)

Résistants à la corrosion (classe C3 à C4 selon ISO 12944-2)

Ignifugés (classement au feu : M1/M2 ou B-s1,d0 selon EN 13501-1)

CRITERES ECO-RESPONSABLES

Certification de l'acier : acier recyclé ou labellisé (ex. : EPD, EcoSteel).

Fabrication locale ou européenne pour limiter le transport.

Démontabilité et recyclabilité du mobilier.

Article 4 - Détails des prestations et spécifications techniques

1-Conception et documents d'exécution

L'ensemble des côtes et dimensionnements fournis dans le présent projet est donné à titre indicatif. L'entreprise devra la vérification des plans et la mise au point de ses plans d'implantation suivant les modules et cotes de ses fournitures et après relevé des contraintes du site (pentes et installations techniques notamment).

Les documents et plans seront soumis au visa du maître d'ouvrage et soumis parallèlement au contrôleur technique si nécessaire.

Les cotes et mesures des mobiliers prescrits constituent des impositions. Toutefois, afin de permettre une adaptation avec les cotes standards de la gamme de chaque fabricant, celles-ci pourront varier dans une limite de 5% environ, en maintenant une capacité de surface de stockage équivalente.

En cas de variations proposées, les candidats devront préciser explicitement et mettre en évidence dans le mémoire technique.

Le candidat devra au titre de la consultation :

Visiter et relever in situ les espaces projetés afin de noter les différentes contraintes de manipulation de transport et pose du mobilier existant que les exigences de remise à niveau et de calage pour pallier les conséquentes pentes de sol existantes ($\pm 1\%$).

Repérer les contraintes techniques (Aérothermes, gaines, RIA, etc).

L'entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble des existants Il devra en particulier reconnaître la nature et le mode de construction de l'ensemble des structures et des fixations en découlant.

A la demande du maître d'ouvrage, l'entreprise pourra également organiser la visite d'installations comportant des équipements comparables à ceux qu'elle propose de mettre en œuvre.

Les documents d'exécution sont entièrement à la charge du titulaire. En complément des documents qui doivent être produits dans le cadre de l'offre des candidats (fiches techniques comprenant les spécifications techniques détaillées de chaque mobilier, plan général d'implantation des mobiliers dans la grande réserve, etc.), le titulaire établira à ses frais et sous sa responsabilité les plans de fabrication, de montage et d'installation nécessaires à la réalisation des prestations prévues au présent marché. En particulier, ces documents comprendront :

les plans d'implantation validés

des notices et fiches techniques détaillées stipulant les matériaux et leurs caractéristiques

la méthode de montage et d'installation des mobiliers et son phasage

Les préconisations pour l'entretien

2-Réalisation /production

2.1 Opérations préliminaires

Le déchargement, la mise en stock et la répartition des fournitures ne devront en aucun cas ni altérer leur bon fonctionnement, ni dégrader la protection contre la corrosion. Les éléments seront emballés et protégés contre ces risques en usine ou atelier.

2.2 Pose des éléments

Le principe de fixation (sur maçonnerie) sera choisi dans ceux prévus au C.C. du DTU 37.1. Tout autre procédé sera soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

Les tolérances de pose sont les suivantes :

Verticalité : faux aplomb écart de 2 mm pour une hauteur maximale de 3,00 m, et écart de 3 mm pour une hauteur supérieure à 3,00 m

Horizontalité (niveaux, écarts maximaux) :

= 1,5 mm jusqu'à 3 m

= 2 mm jusqu'à 5 m

= 2,5 mm au-dessus de 5 m

À la jonction des ouvrages métalliques et de leurs supports (gros-œuvre), il sera dû par l'entreprise un calfeutrement assurant la stabilité et l'isolation solidienne.

2.3 Protection et nettoyage

Avant pose :

Tous les ouvrages seront impérativement protégés contre les agressions chimiques courantes (plâtre, ciment, bitume, etc.) et les chocs.

Après pose :

Après pose et jusqu'à réception des ouvrages, les protections contre les agressions chimiques et les chocs seront conservées et entretenues.

Protection des ouvrages finis :

Protection efficace par film polyane ou autre moyen maintenu en place jusqu'à la réception des ouvrages. En cas de négligence de l'entreprise vis à vis de cette prestation, les ouvrages détériorés, rayés (etc.) devront être remplacés aux frais de l'entreprise.

L'Entreprise restera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception. Elle doit le remplacement de toutes parties défectueuses.

Nettoyage des ouvrages finis :

Avant réception il procède au nettoyage fin (dépoussiérage des tablettes).

2.4 Vérification des ouvrages après pose

Après pose, l'entreprise procède à une vérification générale de la conformité de ses ouvrages avant réception, Toutes les fournitures doivent être en état de bon fonctionnement. Il procède à l'échange et à la remise en place de toutes les pièces défectueuses qu'il a fournies en exécution de son marché de travaux. La vérification pourra être contre expertisée par le MOA tant sur la solidité et la finition que sur la parfaite prise en compte des contraintes des espaces dans lesquels ils trouvent lieu.

En cas d'avis contradictoire ; il revient à l'entreprise d'apporter réaliser les travaux nécessaires de mise en conformité dans un délai de 5 jours et à ses frais. Dans le cas où ce délai de 5 jours fasse suite à des retards imputables à l'entreprise, il reviendra à cette dernière de se plier aux contraintes de planning du chantier

Pour rappel de la réglementation, le contrôle de conformité doit notamment inclure :

- Présence des notices d'utilisation, de montage et plan constructeur.
- Présence des indications de charges admissibles par alvéole (plaques de charges),
- Aplomb des rayonnages,
- Présence des éléments de sécurité

- Présence, état et efficacité des systèmes de fixation des échelles au sol, poutres etc.
- Présence, état et efficacité des systèmes de protection des pieds et partie basse des montants.
- Contrôle visuel du boulonnage du calepinage d'échelle (traverses et diagonales) pour les racks
- Déformations globales et localisées des montants et des lisses, des grilles et étagères (tolérance par rapport aux données constructeur).
- Déformation élastique des lisses en charge, etc.
- Présence et état de protections grillagées, de filets ou tout autre moyen destiné à éviter les chutes éventuelles de produits stockés.
- Etat des charges.
- Qualité des matériaux de finition
- Qualité des soudures à chaque jonction d'éléments

2.5 Matériaux

- Le choix des matériaux devra concilier approche écologique et compatibilité avec la conservation des collections. Les choix seront précisés et argumenté dans la note méthodologique.
- L'emploi et l'assemblage ou la liaison de matériaux hétérogènes ne seront faits qu'après s'être assuré des précautions nécessaires pour pallier les incompatibilités chimiques.
- *Qualité des aciers*
- Les aciers employés seront de la catégorie "laminés marchand", tôle et tous profils de serrurerie fer plat ou tube carré, rectangulaire, ou rond soudé, série S.N. pour travaux de serrurerie.
- Les produits laminés utilisés devront être conformes aux spécifications des Normes Françaises homologuées (classe A métallurgie).
- *Laquage*
- Tous les profilés entrant dans la composition et acier seront protégés et finis, après travaux préparatoires de dégraissage, dérochage, chromisation ou phosphatation, par laquage obtenu par poudrage polyester électrostatique polymérisé à 200°. Épaisseur minimale de la laque 60 microns. Le traitement sera conforme à la NF P 24.351 et doit être couvert en garantie décennale.
- Ces ouvrages seront efficacement protégés pendant la durée du chantier. L'enlèvement des protections mises en œuvre est effectué par l'entreprise du présent lot sous son entière responsabilité et le premier nettoyage qui s'ensuit exécuté par l'entreprise du présent lot.

- Galvanisation
- Dans le cas de finition galvanisée, la galvanisation de l'ensemble se fera selon les normes.
- Type de galvanisation : Galvanisation à chaud selon EN ISO 1461
- Épaisseur du zinc : 70 µm (idéalement 85–100 µm pour humidité)
- Classe de corrosivité ciblée : C3 (modéré) à C4 (élevé) selon ISO 12944

Dans ce cas toutes les parties de galvanisation détériorées à la suite de l'usinage seront brossées et recevront par le titulaire une couche de peinture époxy.

2.6 Quincaillerie - visserie

La quincaillerie employée sera de premier choix et soumise à l'agrément du MOA. Elle devra être adaptée aux dimensions et poids des mobiliers et éléments à équiper.

Elle sera réalisée, en acier laqué dito profilés.

La visserie même dissimulée sera en acier inoxydable.

Pour les portes, les tringleries seront dissimulées à l'intérieur des parties tubulaires des profilés.

2.7 Finitions

Meubles Mi-lourds 350 x 130 x 60 : RAL standards fabricant, précisions de la gamme colorimétrique standard à fournir lors de la remise des offres

RP 650 x 270 x 110 : RAL standards fabricant, précisions de la gamme colorimétrique standard à fournir lors de la remise des offres

2.8 Garanties et engagements suite à la réception des ouvrages

L'entreprise devra à la fin de chantier un dossier des ouvrages effectués regroupant notes de calculs, plans, notices, fiches techniques, dossier DIUO, etc.

Tout équipement fourni est garanti pièces, main d'œuvre et déplacements contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de montage à compter du jour de la réception, suivant les usages de la profession, durant une période minimum de deux ans obligatoires (période de dix ans souhaitée – attestation d'assurance à fournir par le titulaire en cas de garantie supérieure à la période obligatoire de deux ans). Sous garantie, l'intervention du titulaire comprend la réparation ou l'échange des éléments défectueux. Sous garantie, l'intervention du titulaire comprend la réparation ou l'échange du mobilier. Le délai d'intervention est fixé à 8 jours à réception du mail, fax ou de l'appel téléphonique. Le titulaire fixera par écrit, en accord avec le MOA, un délai pour la

réparation. Si le délai est jugé trop long, le titulaire s'engage à remplacer le mobilier défaillant par un mobilier équivalent.

Le candidat précisera dans son offre les délais d'intervention du SAV. En cas de manquement du titulaire dans l'exécution de ses obligations au titre dudit marché, caractérisé par le retard apporté à y satisfaire, il pourra être appliqué les pénalités.

L'entreprise doit s'engager dans son mémoire technique sur le délai minimum de 10 ans pendant lequel elle assure au maître d'ouvrage pouvoir lui fournir :

Des éléments complémentaires d'équipements (tablettes...) compatibles avec les structures mises en place ;

Des pièces de rechange pour le remplacement d'éléments défectueux.

Article 5. Descriptif des mobiliers attendus

La fourniture et pose des mobiliers concerne :

5.1 Rayonnages mi-lourds (ml) 5 niveaux

Quantité : **102**

Lieu de montage : Bâtiment 18, Cité de la Céramique

Le titulaire aura en charge la fourniture et la pose de rayonnages mi-lourds à 5 niveaux métalliques dont :

- **102 mobiliers (fourni et posé de mi-octobre à mi-novembre 2025)**

Tous les mobiliers proposeront les caractéristiques minimales suivantes :

- Longueurs utiles minimales : 120cm
- Parois latérales : planes et pleines et renforts selon besoins,
- Supports de fixation pour croisillons de contreventement,
- Réglage des tablettes un pas de 20 mm à 50 mm,
- Toutes Tablettes de rangement pleines et planes avec une charge admissible minimale par tablette de 120 kg, pour dépose des moules « à nu »
- Toit plat et plein
- Ancrage sol ou disposition de stabilisation anti basculement
- Dos : pleins pour les mobiliers non adossés

5.2 Etiquettes pour rayonnages mi-lourds (ml)

Quantité : **510**

- Une étiquette par tablette, soit $102 \times 5 = \mathbf{510}$ (**fourni et posé de mi-octobre à mi-novembre 2025**)

Lieu de montage : Bâtiment 18, Cité de la Céramique

Dimensions :

Largeurs : conformes aux épaisseurs des tablettes

Longueurs : 10 cm

Magnétiques repositionnables

5.3 Rack a palettes (rp) 3 niveaux

Quantité : **12**

- Lieu de montage : G21 Rungis (**fourni et posé de mi-octobre à mi-novembre 2025**)

Fourniture, montage et pose suivant plans y compris réglages des hauteurs de longerons de rayonnages métalliques à palettes.

Tous les mobiliers proposeront les caractéristiques minimales suivantes :

- Hauteur d'échelle et contreventement : 650 cm
- Recouvrement de chaque niveau : structure caillebotis, bois ou mailles selon pertinence budgétaire et respect des charges attendues par niveau
- 3 niveaux. Souplesse d'usage future pour modifier les hauteurs des niveaux selon l'évolution de l'adressage des collections.
- Hauteur des niveaux suivants : selon phases les hauteurs utiles des niveaux seront de 115 cm ou 150 cm
- Profondeur de 110 cm
- Charge admissible minimale par niveau de 1000 Kg par 2,7ml.
- Niveaux : revêtements permettant d'accueillir des palettes ou conteneurs cartons conformes aux prescriptions en matière de conservation des collections.
- Arêtes non blessantes
- Lisses réglables au pas de 50 mm environ (75mm acceptable)
- Platine permettant de répartir la charge au sol
- Sabot de protection à chaque pied d'échelle
- Panneau réglementaire indicateur de charge
- Goupilles de sécurité sur lisse
- Ancrage sol et/ou parois verticales

- Protections latérales (glissières de sécurité ou de type bastaings entre supports)
- Plaques de charge pour chaque entrée de rangée et plaque constructeur pour l'installation
- Support de fixation pour croisillons de contreventement. Profondeur de 1100 mm- 2400mm en double profondeur

Article 6 Attendus au stade des offres

Les candidats devront remettre au stade des offres :

1. Une note méthodologique décrivant :

- Une note d'intention exposant les motivations du candidat pour conduire cette mission auprès de la cité de la Céramique Manufacture de Sèvres (max 1 page)
- Une note explicitant la Gestion de projet (pilotage, suivi) et l'organisation de la prestation avec :
 - Les équipes mobilisées (organigramme et CV),
 - 1 Page organigramme tableau présentation du rôle de chaque membre de l'équipe et nombre de jours d'interventions avec mention des références sur les 5 dernières années, CV en sus
 - Les moyens mis en œuvre pour réaliser les opérations,
 - Un planning détaillé incluant le nombre de réunions avec la MOA, 2 pages maximum (planning, et méthode)
- Pour chaque équipement dû dans le cadre du présent marché :
 - Un descriptif technique détaillé de la qualité des ouvrages (qualité des structures et matériaux, des assemblages, etc..) 2 pages max par équipement
 - Une représentation en élévation cotée au 1/200ème de chaque type d'élément tout accessoire présenté
- Une note relative aux principes d'aménagement sur chacun des sites concernés : contraintes éventuelles relevées, besoins identifiés pour garantir la réalisation de la mission dans les conditions assurant le planning général des opérations 2 pages maximum
- Une note explicative de la démarche environnementale mise en œuvre dans le cadre de cette opération à chaque stade de l'opération
 - Origine des matériaux et approvisionnement
 - Fabrication
 - Livraison sur site de montage
 - Modalités de Mobilité des équipes
 - Démarche RSO appliquée en interne et avec les sous-traitants

2. la dpgf/dqe renseignée

3. l'AE renseigné

